

EVASION ET FRAUDE FISCALE: des centaines de milliards en Europe DE L'ARGENT, IL Y EN A !

BULLETIN DU NPA LORRAINE NORD – FILIERE AUTOMOBILE - 15 AVRIL 2013

Finalment, Cahuzac l'a avoué: il blanchissait en Suisse de l'argent détourné au fisc: un comble pour le ministre du budget qui ne cessait par ailleurs de justifier, au nom de la rigueur budgétaire, l'austérité et tous les sacrifices qui en découlent pour la population.

DES CENTAINES DE MILLIARDS VOLES A LA SOCIETE

L'arbre ne doit pas cacher la forêt. Derrière les scandales Cahuzac, Augier (trésorier de campagne de Hollande), ou autres, il y a les milliards volés à la société, impossibles désormais à cacher. La vérité, c'est que chaque année, la fraude fiscale au sens strict prive le budget de l'Etat français de 60 à 80 milliards (plus que le budget de l'Education Nationale). Une véritable industrie, avec ses professionnels: banques et avocats d'affaires, filiales, prête-noms... Au bénéfice de riches particuliers, de maffias, mais aussi d'entreprises mondialement connues. Tout cela dans les marges permises par la législation, donc avec l'aval des pouvoirs en place. Et pour cause: de la Suisse au Luxembourg, en passant par les Bermudes et la City de Londres, le caractère opaque de la finance est inscrit au cœur même du mode de fonctionnement du système capitaliste, où le fric et le profit passent avant tout.

ALORS, NON: L'AUSTERITE N'EST PAS UNE FATALITE

Alors que « de l'argent, il y en a », partout, qu'ils soient de droite ou qu'ils se disent « de gauche », les gouvernements nous serinent que les caisses seraient vides et que dans un monde où la concurrence est impitoyable, il n'y a pas d'alternative à l'austérité. Au nom de quoi il faudrait se résigner au chômage de masse, à l'amputation des

salaires, des retraites et des allocations, au démantèlement des acquis sociaux et des services publics.

Ce que montre aussi l'affaire Cahuzac, c'est la proximité entre ce monde des affaires et un personnel politique à son service.

Malgré les beaux discours sur la moralisation du capitalisme et la mise au pas de la finance, sous Hollande comme sous Sarkozy, la bourgeoisie dicte sa loi, et le gouvernement s'exécute: il fait avaliser par le Parlement le démantèlement du Code du Travail permis par l'accord MEDEF-CFDT-CGC-CFTC, dit de « Sécurisation de l'emploi » et prévoit d'allonger encore la durée de cotisations pour les retraites.

POUR UN VRAI CHANGEMENT, COMBATTRE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT HOLLANDE

On nous promet aujourd'hui qu'on va moraliser la vie politique, mais sans aller jusqu'à limiter la rémunération des élus au niveau du salaire moyen de la population, ni instaurer leur révocabilité en cours de mandat par les citoyens. Alors, qui pourrait encore faire confiance à Hollande pour briser le pouvoir des capitalistes et mettre hors d'état de nuire les puissances de l'argent?

Cela supposerait la levée du secret bancaire et industriel; la confiscation des avoirs des fraudeurs; la fin des paradis et cadeaux fiscaux si profitables aux riches et aux entreprises; l'expropriation des principales entreprises, y compris bancaires, sous contrôle des salariés et de la population.

Pour mettre l'argent – il y en a – et l'économie au service de la population, il faudra construire des mobilisations exceptionnelles (du type de celles de 1936 ou de 1968). C'est dans la convergence des luttes d'aujourd'hui, contre les licenciements et toutes les mesures antisociales, qu'elles se préparent. Ce qui signifie en opposition résolue à la politique de Hollande et de son gouvernement.



**POUR
PRENDRE
CONTACT**

metz@npa-lorrainenord.org
longwy@npa-lorrainenord.org
www.npa-lorrainenord.org
www.npa2009.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «autocritique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes



11 617 emplois détruits en Lorraine en 2012

C'est le chiffre avancé par le Conseil économique, social et environnemental de Lorraine (CESEL) dans son « Tableau de bord » du 8 avril : 3742 emplois en moins dans l'industrie, 3438 dans l'intérim, 1 230 dans la construction, 800 dans le commerce... LE CESEL ne prévoit pas « d'amélioration en 2013 ». C'est vrai qu'il ne faudra pas compter sur le gouvernement, qui est occupé à satisfaire les exigences du Medef. **C'est pourquoi nous appelons à nous rassembler le samedi 18 mai contre le chômage et la précarité, pour l'interdiction des licenciements** (information à venir sur notre site web).

Accord compétitivité chez PSA ?

Après avoir imposé l'accord compétitivité chez Renault, le patronat s'attaque maintenant à PSA. La direction voudrait notamment limiter le travail de nuit et augmenter la durée des séances de travail par des heures supplémentaires. Sur le site de Mulhouse, une heure supplémentaire de travail va d'ores et déjà être imposée pour palier à la forte demande de Peugeot 2008. Alors que le taux de chômage atteint des records, ils voudraient augmenter le temps de travail plutôt que de le partager ! Les attaques sont les mêmes que ce soit chez Renault ou PSA, la riposte des travailleurs doit être unitaire et immédiate.

Le Front national : un parti bleu-blanc-bourge

Pour mettre sa fortune à l'abri du fisc, l'ex-ministre du budget Jérôme Cahuzac a reçu l'aide d'un avocat d'affaires proche du FN. Ce que l'on sait désormais, c'est que Jean-Marie Le Pen lui-même a disposé d'un compte à l'Union des Banques Suisses et a été actionnaire de plusieurs sociétés offshore. Le FN veut diviser les classes populaires selon leurs origines ou la couleur de leur peau, et s'implanter dans les régions ouvrières sinistrées, en teintant de « social » sa démagogie xénophobe et nationaliste. Mais ce parti qui se prétend celui des « petits, des exclus, des sans-grades » n'est pas moins lié aux possédants que l'UMP et le PS qu'il fustige.

Pitesti (Renault - Roumanie), source d'inspiration

Le 20 mars, 5 000 salariés de Dacia se sont mis en grève à l'usine de Pitesti en Roumanie. Payés 840 euros en moyenne, ils exigeaient une augmentation de 25 % de leur salaire. Ils ont obtenu une augmentation mensuelle de 133 euros brut en deux versements, ainsi qu'une prime annuelle de 330 euros. Suite à leurs mobilisations, ces 5 dernières années, ils ont obtenu une augmentation de 50 % de leurs salaires. Une stratégie à imiter pour gagner les 300 euros en plus qu'il nous faudrait pour rattraper l'inflation et les blocages des salaires de ces dernières années?

1er Mai : manif, musique et convergence des luttes

La seule façon réaliste de nous défendre jusqu'au bout contre les plans de licenciements, ou de « compétitivité », c'est d'unir nos colères, de préparer une contre-offensive généralisée et coordonnée du monde du travail. C'est pourquoi nous appelons à manifester toutes et tous ensemble le 1er mai, et à participer ensuite au « Festival des entreprises en lutte » organisé au complexe de Bétange à Florange par les militants CGT d'Arcelor-Mittal : une fête animée par des groupes de musique et des artistes qui réunira des représentants de différentes boîtes : PSA Aulnay, Ford Blanquefort avec notre camarade Philippe Poutou, Goodyear Amiens...

Arcelor-Mittal Florange : communiqué du NPA

Jeudi 11 avril, Mittal veut mettre à l'arrêt définitif les deux hauts-fourneaux de Florange. C'est ce qu'il veut faire entériner par le CCE de l'entreprise. Et c'est avec la bénédiction du gouvernement Hollande-Ayrault qu'il veut passer à l'acte. C'est un crime social et économique. L'accord lâchement donné début décembre n'a rien évité, surtout pas le pire : ce sont 629 emplois directs qui sont sacrifiés, des centaines d'emplois d'intérim qui disparaissent, d'innombrables emplois dans la sous-traitance et dans l'activité générale des vallées de la Fensch et de la Moselle qui partent en fumée. Autant de personnes qui viendront rejoindre les rangs des 168 840 chômeur(se)s que compte la Lorraine ! Au plan économique, l'arrêt des hauts-fourneaux c'est la casse de la filière chaude, c'est la casse de la cohérence d'ensemble du site de Florange alors même que les besoins en acier restent très importants. C'est la pérennité de tout le site qui est mise en péril.

Plus que jamais, c'est la nationalisation d'ArcelorMittal-France qu'il faut imposer, sous contrôle des travailleurs. L'ensemble du groupe doit devenir propriété publique sans indemnité ni rachat. Empêchons Mittal et ceux qui s'aplatissent devant lui de nuire plus longtemps !